

Document disponible sur le site de  
l'Observatoire en Économie sociale et en développement régional

<http://www.uqo.ca/observer>

**Développement économique communautaire  
au Québec : des pratiques innovatrices  
faiblement institutionnalisées**

*Chantale Doucet*  
*Sous la direction de Louis Favreau*

**Note sur l'auteure :**

**Chantale Doucet** est géographe et détentrice d'une maîtrise en études et interventions régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Elle est professionnelle de recherche à la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

**Note sur le directeur :**

**Louis Favreau** est sociologue, professeur au Département de travail social et de sciences sociales et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais. Il est également co-coordonnateur d'une ARUC en développement local à l'UQO et co-coordonnateur du Réseau international de recherche «Création de richesse en contexte de précarité» (CRCP).

*Publication de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et de l'Alliance de recherche Université et Communauté (ARUC) en développement local*

*Université du Québec en Outaouais*

Éditions de l'Université du Québec en Outaouais

et ARUC Innovation sociale et développement des communautés

**ISBN :**

**Avril 2006**

## TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction par Louis Favreau.....	1
1.1 La crise urbaine et ses soubassements psychosociaux, sociaux et économiques .....	1
1.2 La réponse des communautés à la crise urbaine : le développement économique communautaire (DEC)5	
2. L'expérience du Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO) à Montréal par Chantale Doucet .....	7
2.1 Ses origines .....	7
2.2 Les ingrédients à la base du RESO.....	8
2.3 Les enjeux .....	9
3. L'expérience du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), Chantale Doucet .....	12
3.1 L'expérience du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP).....	12
3.2 L'expérience d'Économie communautaire de Francheville (ÉCOF) .....	14
3.2.1 La revitalisation des quartiers.....	15
3.2.2 Implication du communautaire dans la politique.....	18
3. Les tables de luttes à la pauvreté à Saguenay .....	20
3.1 L'expérience de Jonquière.....	20
3.2 L'expérience de Chicoutimi .....	21
4. Conclusion : Le DÉC, une approche pertinente et innovatrice mais faiblement institutionnalisée par Louis Favreau .....	23
4.1 Le DÉC une pratique innovatrice.....	23
4.2 Le DÉC hors Montréal, une stratégie qui a plafonné .....	24
Bibliographie .....	26

## **1. CRISE URBAINE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE : UNE INTRODUCTION PAR LOUIS FAVREAU**

Le repositionnement du développement local au Québec depuis une ou deux décennies (avec l'arrivée des SADC, des CLD, des CDÉC, des CDC, etc.) ainsi que les profondes réorganisations sociales, économiques et culturelles de la société en général ont ravivé l'intérêt pour la revitalisation économique et sociale des communautés tant en milieu urbain que rural. Dans cette foulée, la lutte à la pauvreté, dans les quartiers populaires des «villes-centres» (Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Gatineau, Saguenay...) est devenue la responsabilité de nouveaux acteurs, notamment les municipalités qui se sont vu confier le mandat d'élaborer une politique de développement social. Mais, en matière de lutte à la pauvreté, plusieurs expériences existent déjà au Québec et ont acquis, au fil des ans, un important savoir-faire. C'est du moins ce que révèlent les recherches à la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) qui a étudié la question sous deux principaux aspects : 1) les problèmes contemporains de crise économique et sociale qui affectent un grand nombre de quartiers urbains; 2) les pratiques porteuses d'innovations qui ont émergé de ces milieux en difficulté comme solution durable à la dévitalisation.

### **1.1 La crise urbaine et ses soubassements psychosociaux, sociaux et économiques**

En effet, dans nos travaux antérieurs, notre point de départ a souvent été **l'espace urbain délaissé** par le développement économique dominant et donc l'espace urbain **défavorisé** (Favreau et Lévesque, 1999). La plupart du temps, il s'est agi de **quartiers ouvriers en déclin**. Pourquoi ce choix? C'est que cet espace urbain défavorisé représente un véritable **miroir** des enjeux de développement des villes. Ces quartiers ouvriers ont longtemps constitué le cœur du développement de l'après-guerre, de la période des Trente Glorieuses : une période d'industrialisation qui permet une amélioration des conditions de travail grâce à la forte croissance des entreprises et à la capacité du syndicalisme de retirer une part de cette croissance pour les travailleurs. Simultanément, c'est une période d'amélioration des conditions de vie des quartiers grâce aux mesures de protection sociale et à l'organisation des citoyens qui font valoir leurs besoins dans le cadre d'un État-providence financièrement capable d'y répondre. Le développement de services de proximité comme les CLSC dans les années 70-80 en ont été d'excellents révélateurs.

Mais comme dans tous les pays industriels d'Amérique du Nord et d'Europe, une proportion de plus en plus élevée des résidents de ces quartiers de centres-villes s'est vue exposée à la précarité à partir du début des années 80. Depuis plus de deux décennies maintenant, c'est un défi de taille pour toutes les

régions à forte densité urbaine. Au Québec, selon les régions, la précarité et la pauvreté qui l'accompagne peuvent affecter 10 à 25 % de la population<sup>1</sup>. Ce qui frappe alors, ce sont les similitudes d'un pays à l'autre entre les quartiers de ces différentes villes : une proportion élevée de familles à parent unique, des revenus très bas et un pourcentage élevé de personnes et de familles dépendantes des revenus de transferts sociaux, un faible niveau de mixité socio-professionnelle, une présence significativement plus élevée d'activités économiques informelles, une plus forte incidence de la toxicomanie, l'absence d'entreprises locales (ou une faible présence), un accès difficile à certains services (transport en commun, institution financière, pharmacie, etc.)(OCDE, 1998). La différence entre ces quartiers relève principalement du degré d'appauvrissement. Mais, le processus est le même : le cumul des handicaps quant à l'emploi, au logement, à l'éducation... Finalement, la **disqualification sociale**, la **spécialisation sociale de l'espace urbain et le manque de dispositifs de médiation entre les communautés locales en difficulté et les pouvoirs publics** forment les caractéristiques centrales de ces quartiers frappés par la crise urbaine et la crise de l'emploi. Voyons cela de plus près :

1) En premier lieu, plusieurs quartiers des centres-villes des années 1940, 50 et 60 sont des quartiers ouvriers où se sont souvent constituées de véritables communautés sociales au sens fort de ce terme: une proximité des entreprises (ces quartiers sont industriels et résidentiels) et une organisation de la communauté construite autour d'une certaine culture populaire accompagnée d'un sentiment d'appartenance de classe et d'une certaine implication sociale (dans les loisirs et les sports du quartier par exemple), ce qui permet à plusieurs jeunes leaders locaux de canaliser leur révolte dans le militantisme social avec la JOC, des centres de loisirs sportifs (hockey, boxe...), les syndicats, etc.

Ceux qui ont vécu l'expérience d'organisation communautaire des années 1960 dans les vieux quartiers ouvriers du Québec auront reconnu des quartiers comme le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal ou ceux des centres-villes de Hull, de Sherbrooke, de Québec ou de Trois-Rivières où les ouvriers des grandes entreprises du papier, de la métallurgie, de la construction inspirent des actions collectives et un mode de vie. Pendant cette période, les politiques sociales et les politiques de la pastorale sociale des paroisses en direction de ces populations, sont généralement de laisser à ces associations et mouvements la prise en charge des problèmes présents.

2) Mais, ces quartiers vont transiter, avec le déclin industriel et l'éclatement professionnel du monde ouvrier, vers une certaine coupure entre l'appartenance à un quartier et l'appartenance à l'entreprise; vers un mode de vie par sous-groupes sociaux (les jeunes par exemple, les gens sur l'aide

---

<sup>1</sup> On en arrive à ces résultats sur la base d'un certain nombre d'indicateurs relativement classiques soit la démographie de ces quartiers, la structure familiale, la question de l'emploi (taux de chômage et/ou taux d'activité), l'éducation et le logement. Voir à ce propos l'étude réalisée dans la région pour le CRÉÉOM (Favreau 1995).

sociale, les petits salariés non-syndiqués); vers un remplacement des intervenants issus du milieu par des intervenants professionnels du travail social, de l'éducation spécialisée, de l'animation sociale et de l'organisation communautaire. Dans les années d'après-guerre, ces communautés réglaient elles-mêmes leurs problèmes (avec l'aide de la municipalité). Avec le temps, cette auto-organisation et l'aide municipale et paroissiale là où elle existait est remplacée par l'État-providence, ses institutions centralisés, ses programmes standardisés, ses services professionnalisés (à l'exception cependant des CLSC).

3) Aujourd'hui, avec le déclin de l'organisation traditionnelle de ces communautés couplé à l'affaiblissement du mouvement ouvrier (de ses syndicats et des associations ou organisations politiques inscrites dans son environnement immédiat), on retrouve de plus en plus fréquemment des violences urbaines (délinquance de bandes de jeunes, échauffourées...voire parfois des émeutes), des révoltes sans espoir, sans projet. Crise du travail mais aussi crise urbaine : les organisations de ces milieux, les politiques sociales et le service public dans ces quartiers évoluent davantage sur fond d'anomie, d'insécurité, d'appauvrissement, de stigmatisation et de différenciation (arrivée de nouveaux immigrants....) avec des ressorts culturels et sociaux affaiblis sinon brisés. D'où, l'impératif de nouvelles stratégies de revitalisation économique et sociale dont celle du DÉC. Cette évolution peut s'illustrer par le tableau suivant :

## TYPOLOGIE DE LA TRANSFORMATION DES QUARTIERS

### DE CENTRES-VILLES PAR GÉNÉRATION

<b>Dimensions</b>	<b>Génération 50-70</b>	<b>Génération 70-85</b>	<b>Génération 85-05</b>
1) population	plein emploi et classe ouvrière, noyau social de base	classe ouvrière, chômeurs et assistés sociaux	assistance sociale, noyau social de base, groupes d'ouvriers et d'employés
2) participation (à la résolution de problèmes)	entraide communautaire et culture populaire d'action collective	déclin de l'associatif traditionnel et montée du service public professionnel; émergence d'organisations communautaires	relance des mvts sociaux et renouvellement des politiques publiques (soutien à l'économie sociale et au DÉC)
3) quartier comme espace	résidentiel et industriel	déclin de l'industrie locale et migration des classes moyennes	addition de couches sociales en difficulté (assistés sociaux, jeunes chômeurs, nouveaux immigrants, salariés à faible revenu)
4) la ville et ses quartiers	homogénéité culturelle et lien entre le progrès économique et le progrès social	différentiation culturelle	spécialisation sociale de l'espace urbain: dualisation sociale et spatiale

Ces quartiers en difficulté nécessitent donc des politiques publiques et associatives transversales: pour être en mesure de travailler sur l'ensemble de la situation (cumul des handicaps), l'intervention doit se faire avec une approche globale. Les politiques sectorielles, davantage conçues pour des populations cibles (assistés sociaux, nouveaux arrivants, jeunes décrocheurs...), sont insuffisantes.

## **1.2 .La réponse des communautés à la crise urbaine : le développement économique communautaire (DEC)**

C'est en réponse à cette double crise (de l'emploi et des quartiers) que **le développement économique communautaire (DÉC)** est devenu à la fin des années 80 une stratégie centrale pour les mouvements sociaux locaux et un enjeu pour les pouvoirs publics, au premier chef, les gouvernements locaux. Il devenait impératif d'intervenir sur les problèmes avant qu'ils n'aient atteint la gravité de la situation de quartiers d'extrême pauvreté. Il est, en effet, plus coûteux, plus long, moins efficace de travailler principalement dans des quartiers ciblés pour leur extrême pauvreté. Non seulement y a-t-il l'effet pervers de la stigmatisation qui perdure mais l'intervention se centre sur un travail auprès des pauvres au détriment d'une intervention de renforcement de tous les résidents dans l'ensemble des quartiers.

Les pouvoirs publics ont donc été interpellé pour favoriser un travail **simultané** d'intervention sur le bassin d'emploi, sur l'accès à l'éducation, sur l'amélioration du logement et du cadre de vie... dans une perspective de développement local qui ne sépare pas le développement économique -traditionnellement dévolu aux entrepreneurs privés et aux commissaires industriels- du développement social (services de proximité) -traditionnellement confié aux intervenants sociaux-.

Résultat : l'approche de développement économique communautaire (DÉC), qui mise sur les forces vives du milieu et stimule l'émergence d'initiatives innovatrices, démontre ainsi **qu'il n'y a pas de communautés condamnées mais seulement des communautés sans projet**. Ce constat émane de l'expérience de plusieurs milieux défavorisés et carrément exclus du développement qui ont pris leur développement en main réussissant ainsi à inverser la tendance, là où d'autres avaient échoué. Comment sont-ils parvenus à améliorer les conditions de vie? Quels sont les éléments déclencheurs qui ont contribué à l'instauration d'un véritable processus de développement ?

En réponse à ces questions, ce cahier présente **trois récits d'acteurs** qui viennent témoigner des pratiques de développement économique communautaire dans leur milieu.

1. La première expérience est celle du Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO), une CDÉC mature et institutionnalisée située dans un secteur dévitalisé de Montréal. Le récit contribue à mieux cerner les pratiques et les enjeux de développement économique communautaire (DÉC). Il a été exposé par son directeur des services en employabilité, Guy Biron, lors d'un Forum intitulé « La lutte locale à la pauvreté : définitions, défis et enjeux sur la pauvreté » qui a eu lieu dans le cadre de l'ACFAS en mai 2005 à Chicoutimi au Saguenay-Lac-Saint-Jean (Québec). Présenté sous la forme d'une table ronde et organisée par Pierre André Tremblay de l'UQAC et Jean Richard du CSC du Grand Chicoutimi, ce forum a réuni une trentaine de théoriciens et de praticiens qui s'intéresse aux questions de lutte à la pauvreté. La CRDC était présente à l'événement et en a fait un compte-rendu.
2. La deuxième expérience est celle d'ÉCOF, située à Trois-Rivières dans la région de la Mauricie (Québec), une CDÉC innovatrice qui a fait ses preuves en matière de développement. Cette expérience a été relatée par M. Jean-François Aubin, président du conseil d'administration d'ÉCOF et coordonnateur de la démarche de revitalisation de quartier à Trois-Rivières, lors d'un séminaire organisé conjointement par la Coopérative de développement économique communautaire (CDÉC) de Gatineau et la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), le 11 avril 2005 à l'Université du Québec en Outaouais.
3. Finalement le troisième récit n'est pas celui d'une CDÉC, mais pourrait bien le devenir car il traite d'une expérience en émergence relevant d'une stratégie de DEC. Il s'agit de deux tables de lutte à la pauvreté qui animent la scène locale au Saguenay depuis 1999 : celle de Jonquière présentée par Pierre-Julien Giasson, organisateur communautaire au Centre de santé de Jonquière et celle de Chicoutimi, présentée par Lyne Gauthier, membre de la table. Ces expériences ont également été présentées dans le cadre du Forum sur la pauvreté à l'Acfas.

## **2. L'expérience du Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO) à Montréal par Chantale Doucet<sup>2</sup>**

### **2.1 . Ses origines**

Le RESO (Regroupement économique et social du Sud-Ouest) est la première Corporation de développement économique communautaire (CDÉC) à Montréal. Elle a pris racine dans les quartiers défavorisés du Sud-ouest de la ville (Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Ville-Émard et Côte-Saint-Paul). Représentant à l'origine le berceau de l'industrialisation au Canada, ce secteur a été durement frappé par la fermeture du canal de Lachine et a été marqué, entre les années 50 et 90, par une forte décroissance : perte de 75% des emplois manufacturiers, diminution de la population (de 100 000 à 68 000). Ce déclin a généré d'importantes poches de pauvreté mais également l'apparition, dans les années 60, de plusieurs initiatives communautaires (ex. : Clinique de Pointe Saint-Charles, Service juridique, Carrefour d'éducation populaire, etc.). Ces initiatives étaient primordiales dans un milieu au prise avec d'importants besoins sociaux mais elles ne suffisaient pas à combler le principal rêve des populations défavorisées : travailler. À une époque où le social et l'économique évoluaient séparément, des intervenantes communautaires ont réussi à initier, en 1984, le programme économique de Pointe-Saint-Charles qui misait sur la mobilisation et l'organisation des forces du milieu et sur le développement d'alliances avec tous les secteurs d'intérêts. Cette démarche a conduit à la réalisation d'un portrait de la situation sur le territoire et à l'identification de recommandations pour développer un projet ambitieux de relance du Sud-Ouest de la ville. RESO, une organisation représentative des différents acteurs de la communauté et redevable au milieu, prend alors forme. Sa structure est basée sur un conseil d'administration constitué de différents collègues (groupes communautaires, gens d'affaire, syndicats, et un peu plus tard les participants-résidants) qui, malgré les intérêts spécifiques de chacun de ces groupes et les tensions, arrivent à travailler autour d'enjeux communs. Le mode de travail du RESO est donc la concertation et la vision prônée, celle du développement économique communautaire, favorise un équilibre entre le développement économique et le développement social.

Mentionnons également que puisque RESO était déjà bien enracinée dans plusieurs secteurs d'activités sur son territoire, il a obtenu le mandat CLD sur son territoire et est donc financé par le gouvernement du

---

<sup>2</sup> Compte rendu d'un exposé de Guy Biron, directeur des services en employabilité de RÉSO, lors d'un Forum intitulé « La lutte locale à la pauvreté : définitions, défis et enjeux sur la pauvreté » et organisé par Pierre André Tremblay de l'UQAC et Jean Richard du CSC du Grand Chicoutimi, qui a eu lieu dans le cadre de l'ACFAS en mai 2005 à Chicoutimi au Saguenay-Lac-Saint-Jean (Québec).

Québec mais par d'autres partenaires également tels que Développement économique Canada et la ville de Montréal. Malgré tout, les enjeux financiers sont encore très présents. Nous y reviendrons un peu plus loin. Cette CDÉC emploie une quarantaine de personnes.

## **2.2 Les ingrédients à la base du RESO**

### **Établissement d'un contact avec la population et enracinement du projet**

L'organisation a mis en place une panoplie de services : services d'employabilité pour la population, services aux entreprises du quartier, services d'accompagnement des organismes communautaires pour les soutenir dans le développement de projets. Ces services s'inscrivent dans une démarche qui a pour objectifs d'attirer les gens et de créer un premier contact avec eux et d'enraciner le travail du RESO. C'est également en offrant des services aux entreprises que cette CDÉC a réussi à interpeller les citoyens corporatifs (les entreprises) sur leur responsabilité sociale par rapport à l'embauche locale notamment.

### **Une approche innovatrice qui mise sur les besoins et l'estime de soi**

Dans l'arrondissement Sud-Ouest, 7 000 personnes aptes au travail ont recours aux prestations de sécurité de revenu. Parmi eux, 31% reçoivent des prestations depuis 4 à 10 ans et 44% depuis plus de 10 ans. Pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, RESO devait donc innover et miser sur une approche qui permet de travailler avec des gens sous scolarisés et qui, par surcroît, n'ont plus d'estime d'eux-mêmes, une qualité essentielle pour réintégrer le marché de l'emploi ou simplement pour bâtir un projet personnel. Dans cette perspective, de nouvelles stratégies d'apprentissage et d'intervention ont été développées. Par exemple, en partenariat avec le Centre d'éducation des adultes et la Commission scolaire, RESO a développé un service d'encadrement des personnes qui retourne à l'école. Donc, un travail en périphérie qui aide les personnes à ne pas décrocher. Un partenariat existe également entre Emploi Québec et RESO dans l'accompagnement des gens en formation professionnelle. Mentionnons que ces populations isolées et exclus sont difficiles à rejoindre. C'est dans la mise en place de petites initiatives issues de collaborations multiples, comme l'ouverture d'une petite école dans un HLM qui visent à procurer un soutien aux parents pour aider leurs enfants qui vont à l'école, que des contacts sont établis. De plus, souvent, le recrutement émane du bouche à oreille car RESO est enracinée depuis plus de 20 ans dans le milieu.

### **La participation démocratique et l'implication citoyenne comme fondement de l'action du RESO**

Les services, nous l'avons mentionné, sont seulement vus comme un moyen et non une fin. Cette approche a notamment pour objectif de favoriser la participation citoyenne et d'inciter les gens à s'impliquer sur leur territoire. Dans cette perspective, plusieurs activités sont organisées, notamment des forums sur des enjeux locaux (l'avenir du développement du Canal de Lachine, l'habitation, le développement durable). Les assemblées générales sont très brèves et sont suivies d'un forum citoyen sur une thématique pertinente dans le milieu. Ces rencontres rejoignent en moyenne 300 personnes. Impliquant une multitude d'acteurs, ces débats ont mené à des initiatives originales dans le milieu. Le thème de l'habitation, par exemple, a réussi à réunir autour d'une même table des groupes de défenses de locataires, des promoteurs de logements sociaux, des représentants du secteur privé dans l'immobilier et le secteur municipal qui ont travaillé ensemble pour trouver une stratégie de développement de l'habitation qui tienne compte de la diversité des acteurs du Sud-Ouest. En fait, l'objectif est d'éviter de chasser les gens pauvres en reproduisant ce qui est arrivé dans le secteur du plateau Mont-Royal. Mieux! Il s'agit plutôt de favoriser une certaine mixité (renforcement du logement social et communautaire, condos, logements abordables dans les programmes d'accès à la propriété pour les familles modestes ou à revenus moyens) et proposer différentes alternatives d'habitation afin que les gens qui réussissent à s'en sortir demeurent dans le quartier. C'est l'orientation du RESO en matière d'habitation laquelle a permis de freiner certains projets non porteurs de développement.

### **Le support et la promotion de l'économie sociale comme modèle économique**

L'économie sociale est souvent reliée à une économie pour les pauvres. Mais la notion d'économie sociale est beaucoup plus large comme en témoigne l'expérience de RESO qui a développé des entreprises d'économie sociale qui sont de plus en plus ambitieuses et qui se déploient dans divers secteurs d'activités (ex. : entreprises d'insertion, croisière patrimoniale sur le canal Lachine). Cette forme d'entreprise contribue à donner une prise à la population sur son développement. RESO a également participé à un projet majeur à Montréal qui, dans la mise en place de ressourceries, a généré un nouveau métier, celui de valoriste<sup>3</sup>.

### **2.3 Les enjeux**

---

<sup>3</sup> Les valoristes travaillent dans les entreprises d'économie sociale en environnement (ressourceries, éco-centres, centres de travail adapté, comptoirs vestimentaires et autres OBNL). La formation qui les mène à ce titre intègre les notions de base en environnement et en traitement de matières résiduelles. Pour en savoir plus : <http://www.reseauressourceries.org/>

Depuis la réforme qui donne naissance à Emploi Québec (1997) et celle qui introduit une politique de développement local et décentralisation vers les régions (1998) et plus récemment, avec les modifications apportées à ces lois par le gouvernement Charest, plusieurs enjeux menacent l'existence et la survie du RESO. Mentionnons-en quelques-uns.

### **Une gouvernance locale compromise**

Le premier enjeu concerne la gouvernance locale. Le RESO a toujours milité en faveur de la décentralisation car elle rapproche les citoyens du pouvoir et de la prise de décision. Toutefois, avec la mise en place des Conférences régionales des élus et le rôle accru des élus municipaux dans les CLD, la décentralisation s'est réalisée au détriment des acteurs socio-économiques et de la société civile et au profit d'une vision technocratique de la régionalisation. Les acteurs qui travaillent pour lutter contre la pauvreté sont exclus des décisions concernant le développement. Une forte régression qui a menacé les acquis du RESO, notamment son imputabilité face à sa communauté. L'organisation a dû livrer une bataille afin que ce ne soit pas les élus qui en prennent le contrôle.

### **Une tendance à l'instrumentalisation**

Le développement économique communautaire lie les objectifs économiques et sociaux en misant sur la prise en charge collective des personnes et de la communauté. Cette approche est remise en question car le financement accordé par l'État est de plus en plus lié à la seule livraison de services, donc à l'instrumentalisation et à une vision en silo qui ne se situe pas dans la perspective de durabilité. Cette tendance très lourde n'est pas unique au RESO. Plusieurs organismes communautaires vivent des réalités similaires. Dans plusieurs cas, il faudra revenir à un véritable partenariat.

### **Le financement**

Le financement n'est pas acquis et le RESO doit constamment se repositionner par rapport au financement public. En outre, depuis plusieurs années, il n'y a pas d'indexation du financement et ce même si l'organisation est syndiquée et que ses besoins financiers augmentent.

### **Pauvreté et précarité des emplois**

La question des sans emplois est une préoccupation importante qui croise le social et l'économique. Il est vrai qu'avec la croissance économique de Montréal, le nombre de chômeurs est en baisse. Par contre, on assiste à une augmentation du nombre de salariés pauvres ainsi qu'à la précarisation des emplois. De

plus, les personnes sans emploi s'éloignent de plus en plus du marché du travail et les métiers dits en pénurie leur sont inaccessibles. Les mesures traditionnelles d'Emploi Québec ne viennent pas en aide à ces populations et il faudra donc continuer de miser sur des façons originales pour se rapprocher de ces gens afin de les aider à s'en sortir.

### **L'accroissement du rôle de la municipalité : jusqu'ici un pas en arrière**

On assiste à l'accroissement du rôle des municipalités dans le développement social. Récemment, la ville de Montréal a mis en place un projet de revitalisation urbaine intégrée qui s'inspire d'expériences étrangères et dont l'objectif est la lutte à la pauvreté et le développement social dans les quartiers pauvres. Actuellement, trois secteurs ont été ciblés dans ce projet, dont l'un qui recoupe le territoire du RESO. Dans cette démarche, la ville essaie de réinventer le développement local et refait la démarche entreprise par RESO il y a vingt ans. Étonnamment, même si le RESO était présent depuis longtemps sur le territoire et qu'il était financé par la ville de Montréal, il a dû demander d'être impliqué dans ce projet. Aussi, la ville consulte les citoyens mais ces derniers n'ont pas de pouvoir de décision et sont plutôt assujettis au projet. Or, la revitalisation urbaine intégrée de la ville de Montréal est vouée à l'échec si elle n'est pas appropriée par la communauté et, à cet égard, on assiste ici à un recul important en matière de développement.

### **3. L'EXPÉRIENCE DU CENTRE D'ORGANISATION MAURICIEN DE SERVICES ET D'ÉDUCATION POPULAIRE (COMSEP) PAR CHANTALE DOUCET<sup>4</sup>**

Économie communautaire de Francheville (ÉCOF), située à Trois-Rivières au Québec, réalise ses activités sur le territoire de la MRC de Francheville depuis 1995. Cette CDÉC travaille avec les gens marginalisés et exclus du marché de l'emploi. Elle fait la promotion de formules alternatives de travail qui allient à la fois la formation et la réinsertion au travail des personnes peu scolarisées et/ou analphabètes.

Pour mieux saisir la démarche qui a mené à l'implantation de la CDÉC dans le milieu, retournons en 1986 avec la création de COMSEP (Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire), une organisation de services et d'éducation populaire qui a instauré une double dynamique dans le milieu en offrant à la fois des services pour répondre aux besoins tout en permettant aux gens de se prendre en main.

#### **3.1 L'expérience du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP)**

Trois-Rivières a longtemps eu le titre peu envieux de capitale du chômage au Canada<sup>5</sup>. Anciennement très industrielle, en à peine vingt ans, l'économie de la ville a été marquée par une série de fermetures d'usines (pâtes et papiers, textiles, etc.) faisant place à une importante population de chômeurs et à de graves problèmes sociaux (pauvreté, problèmes importants d'analphabétisme...) affligeant plusieurs quartiers de la ville, souvent d'anciens quartiers ouvriers. Malgré ces problématiques, aucune organisation n'oeuvrait sur place pour améliorer la situation.

Suite à ces constats, deux femmes mirent sur pied, en 1986, le Centre d'organisation mauricien de services d'éducation populaire (COMSEP) qui s'inspire de la génération des premiers Centres d'éducation populaire au Québec nés dans les années 60 en réaction aux pratiques inadéquates d'éducation aux adultes dans les commissions scolaires. En effet, à cette époque, les formations qui

---

<sup>4</sup> Compte rendu d'un exposé de Jean-François Aubin, président du conseil d'administration d'ÉCOF et coordonnateur de la démarche de revitalisation de quartier à Trois-Rivières, lors d'un séminaire organisé conjointement par la Coopérative de développement économique communautaire (CDÉC) de Gatineau et la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), le 11 avril 2005 à l'Université du Québec en Outaouais.

<sup>5</sup> Aujourd'hui, Trois-Rivières a perdu ce titre détrôné par Saguenay (anciennement les municipalités de Chicoutimi-Jonquière et La Baie).

visent à apprendre à lire et à écrire aux adultes reproduisent le modèle scolaire qui avait conduit les gens à l'échec et au décrochage quelques années auparavant. Résultat : le taux de réussite dans les cours est faible. Le réseau des groupes populaires en alphabétisation naît alors pour offrir une alternative à partir d'un autre modèle que le scolaire. On mise plutôt sur une approche centrée sur les gens afin qu'ils développent leur capacité de lecture et d'écriture. Les réussites sont alors beaucoup plus nombreuses.

Inspirées par ce modèle, les investigatrices démarrent leur projet avec l'ouverture d'un comptoir vestimentaire dans un quartier populaire. L'objectif de ce service est d'abord d'entrer en contact avec les gens du quartier et développer un réseau social afin d'aborder, par la suite, le sujet de l'alphabétisation et favoriser la prise en charge individuelle et collective des participants. D'autres activités de tous types sont également organisées permettant aux utilisateurs de s'impliquer de plus en plus dans la société et dans l'amélioration de leur condition et leur cadre de vie. Pour chacune des nouvelles activités qui débutent, un comité organisateur constitué des gens du milieu est mis sur pied. Par ailleurs, dès le départ, les utilisateurs de COMSEP sont impliqués dans le conseil d'administration de l'organisme.

Aujourd'hui, COMSEP est l'organisme communautaire et d'éducation et d'alphabétisation populaire le plus important en termes de taille et d'effectif à Trois-Rivières. Il compte 500 membres, accueille plus de 400 participants par semaine à l'une ou l'autre de ses activités et s'appuie sur une équipe d'une vingtaine de travailleurs. Il gère un budget annuel de 1,5 million et offre, outre les services d'alphabétisation et d'éducation populaire et le comptoir vestimentaire, une multitude de services dans des secteurs variés : théâtre populaire, cuisines collectives, formation professionnelle, club de la culture, projet d'appui aux familles monoparentales, collectif homme, collectif femmes, formation préparatoire à l'emploi.

De plus, afin de susciter un changement social dans le milieu, COMSEP n'hésite pas à proposer de nouvelles avenues pour orienter les politiques municipales. En effet, lors des audiences municipales en 2002 qui visait à mettre sur pied une politique culturelle, le Centre a initié une démarche de conscientisation, de réflexion et d'échange avec des citoyens d'un quartier populaire. La difficulté pour les gens moins nantis de participer aux activités culturelles parce qu'elles engendrent des coûts directs et indirects (achat d'équipement) est l'un des principaux obstacles identifiés et exprimés lors de l'audience par les citoyens. Ce témoignage a mené la Corporation culturelle à se doter d'une politique d'accès à la culture pour lutter contre l'exclusion. D'autres activités organisées par COMSEP ont permis également

aux citoyens de s'ouvrir sur le monde et sur ses enjeux. C'est ainsi qu'un groupe de citoyens et citoyennes de quartiers populaires à Trois-Rivières ont participé à la Marche des femmes à New York.

L'organisation a lancé également des entreprises collectives. L'une d'elle, Buffets Bouff'Elles issue des cuisines collectives existe maintenant depuis plus de 10 ans et s'est taillé une place dans le service de traiteur. Elle gère également un restaurant. Une autre entreprise, plus récente, a pour activité l'ensachage de café. En donnant accès à l'emploi à des personnes exclues et peu scolarisées, ces entreprises contribuent à l'amélioration des conditions socio-économiques et de la qualité de vie.

Les activités de COMSEP ont donc progressé de plus en plus vers la question de l'emploi, de l'insertion et du développement économique. Car malgré les nombreuses réalisations et les acquis de la population (dans la capacité de lecture et d'écriture notamment et la confiance en soi), cette dernière demeurait tout de même exclue de l'emploi, même à la suite d'une reprise économique dans la région. Certaines institutions traditionnelles (ex. : commissariat industriel) travaillaient certes sur les questions liées à l'emploi mais la clientèle visée n'était pas nécessairement les personnes peu scolarisées. Il y avait donc une lacune que COMSEP avait de la difficulté à combler tant la tâche était immense. Suite à ces constats, on décide alors de mettre en place une nouvelle organisation dont la mission est orientée vers le secteur de l'emploi.

### **3.2 L'expérience d'Économie communautaire de Francheville (ÉCOF)**

C'est ainsi qu'ÉCOF (Économie communautaire de Francheville) prend racine au cœur des quartiers populaires en 1995 avec l'appui d'une panoplie d'acteurs (l'alliance de syndicats locaux, de la municipalité et des organisations communautaires).

D'abord connu comme un organisme communautaire en développement économique, ÉCOF est devenu, trois ans plus tard, la CDÉC de Trois-Rivières. L'organisme est dirigé par un conseil d'administration dont certains membres sont sans-emploi. Il offre des services d'accompagnement, d'animation et de soutien, tant aux entreprises qu'aux personnes. L'organisation a toutefois évolué et, dans son désir d'accompagner les gens pour les aider à sortir de la pauvreté et de l'exclusion, elle a développé de nouveaux volets innovateurs.

### **3.2.1 La revitalisation des quartiers**

Au fil des ans, à force de travailler dans les mêmes quartiers, le territoire devient de plus en plus un élément clé pour ÉCOF qui se questionne sur l'efficacité des actions réalisées. Elle constate, en effet, que plusieurs organisations travaillent sur le même territoire mais dans une approche sectorielle, en vase clos. La réalisation d'un portrait qui retrace les activités et les ressources investies par les diverses organisations qui interviennent sur le territoire vient confirmer ce constat : des milliers de dollars sont investis dans les quartiers mais, sans synergie entre les acteurs, le potentiel de développement est perdu. La détérioration des quartiers n'est donc pas engendrée par un manque de ressources financières mais plutôt par sa mauvaise gestion et utilisation. Pour pousser davantage les limites et l'efficacité de la démarche d'ÉCOF et de ses partenaires, il devenait donc nécessaire de miser sur une approche plus horizontale en intégrant une vision territoriale. ÉCOF a donc, outre l'appui aux entreprises et aux populations désireuses de trouver un emploi, initié un nouveau volet axé sur l'animation et la revitalisation des milieux.

Pour initier ce nouveau volet ÉCOF réalise une enquête terrain qui s'inspire d'une expérience menée dans la ville de Québec (quartier St-Roch notamment). Le projet vise deux objectifs. D'une part, il vise à sonder l'opinion de la population sur une série de préoccupations qui touchent notamment l'emploi et la vie de quartier. D'autre part, il veut susciter la participation des gens. L'enquête qui rejoint 700 personnes permet d'embaucher des jeunes, dont la moitié résident sur le territoire, afin de réaliser des enquêtes avec la population des quartiers. En fin de parcours, des rencontres sont organisées dans les quartiers afin de diffuser les principaux résultats de l'enquête et d'impliquer les gens dans la revitalisation de leur quartier. Une trentaine de personnes répond à l'appel et décide, suite à un processus de réflexion, de s'attaquer d'abord à des problèmes résultants des services municipaux (les déchets non ramassés, l'éclairage non fonctionnel, etc.). Une rencontre avec la municipalité, les responsables des services municipaux et les citoyens et citoyennes a donc été organisée afin de régler les problématiques soulevées. Toutefois, remettre le mandat entre les mains du maire n'a pas donné les résultats escomptés et les changements se firent attendre. Il faut dire que les problèmes d'une quantité négligeable de citoyens, en situation de pauvreté, mal organisés et qui, par surcroît, allaient très peu voter aux élections, n'étaient pas dans les priorités municipales. Après coup, on évalue que l'approche préconisée aurait dû être davantage axée sur la participation avec la mise sur pied de comité de travail et moins isolé en s'alliant avec d'autres partenaires. Il n'était toutefois pas trop tard et un appel fût lancé dans les médias et parmi les milieux

communautaire et institutionnel afin de rallier les gens désireux de travailler à l'amélioration des quartiers et des conditions de vie des gens. L'appel a porté fruit : à la première rencontre, 25 organisations de tous types étaient présentes (Emploi-Québec, Sécurité du revenu, Direction des ressources humaines Canada, organismes communautaires, CLSC, CLD... et même le maire). Des alliances se sont alors créées avec les citoyens et citoyennes pour travailler conjointement à l'amélioration des quartiers et pour réaliser un premier plan d'action. Chaque partenaire a contribué au financement ce qui a permis d'amasser un premier budget de 75 000 dollars. Aujourd'hui, les partenariats permettent de constituer un budget annuel d'environ 300 000 dollars pour la revitalisation des quartiers.

Il y a certes eu plusieurs obstacles, le principal étant la difficulté pour les organisations de sortir de leur cadre sectoriel, mais le projet a tout de même permis aux populations défavorisées de s'impliquer dans la revitalisation de leurs quartiers avec l'appui de plusieurs organisations. Du coup, s'est instaurée une vision commune du développement centrée sur trois grands objectifs identifiés collectivement : 1) l'amélioration des conditions de vie des résidents et résidentes; 2) l'amélioration du cadre de vie des quartiers; 3) l'augmentation et l'appui à la participation citoyenne.

Dans la foulée de cette démarche, plusieurs initiatives de tout acabit sont nées. En voici quelques-unes énoncées brièvement.

- Mise en place d'assemblée et de comité de quartiers. Au total, 9 quartiers sur 25 sont engagés dans la démarche, soit 25% de la ville (32 000 h. sur 126 000 h.).
- Mise sur pied d'une maison de quartier dans un secteur qui n'avait pas de ressource afin de rapprocher les services.
- Mise sur pied d'une société immobilière communautaire qui favorise le logement social et facilite l'accès à la propriété aux gens à plus faible revenu. Afin qu'ils puissent acheter une première propriété en éliminant les frais de départ, la Société immobilière s'est alliée avec une caisse populaire.
- Augmentation de la visibilité du Programme d'efficacité énergétique qui permet d'économiser les frais de chauffage.
- Création d'une foire de l'emploi pour des gens peu formés. Cette journée nommée la *grande fête de l'entraide, de la formation et de l'emploi* sert d'intermédiaire entre les sans emplois et les entreprises. Les ressources de formations professionnelles (secondaire et Cégep) sont également sur place ainsi que des ressources d'entraide qui présentent leurs services. Cet événement accueille environ 4000 participants et permet à plus de 150 personnes de dénicher un emploi, à une soixantaine de s'inscrire à des formations et à plus d'une centaine d'autres de s'inscrire aux différentes activités.

- Formation sur la participation citoyenne.
- Cours gratuits d'autodéfense pour les femmes afin d'augmenter la confiance en soi et la sécurité dans le quartier.
- Participation à des consultations publiques sur des projets de la ville, notamment dans le secteur de la rénovation.
- Instauration d'un Système d'échange local (SEL) qui permet d'échanger des services. Le système compte actuellement plus d'une centaine de membres.
- Création d'un Bulletin par les citoyens et citoyennes des quartiers et diffusé à 10 000 exemplaires sur le territoire.
- Réalisation de cartes postales représentant des coins de quartiers afin de mettre en valeur le territoire.
- Appuyer la mise sur pied d'un incubateur d'entreprises pour artistes dans un quartier (coopérative d'artistes).
- Mise sur pied d'un gymnase social et d'un parc de planches à roulettes.
- Appui à la création d'une entreprise collective, *Bucafin*, une buanderie qui est à la fois un café et un centre d'accès Internet gratuit.
- Création d'un Jardin communautaire et distribution de plans d'arbres et de fleurs.
- Implantation d'un projet qui permet aux gens d'emprunter un vélo dans huit points d'accès.
- Mise en place d'un groupe d'achat collectif de fruits et de légumes pour diminuer les coûts. Cette initiative qui compte actuellement 150 membres permet d'acheter en grande quantité en passant par le distributeur au lieu du supermarché.
- Appuie à la création d'un fonds de micro-crédit communautaire qui prête de l'argent aux gens ou aux organismes qui désirent démarrer un projet.
- La CDÉC est également l'organisme fiduciaire de *Québec en forme*.

Fort de ses dix ans d'expérience, ÉCOF est aujourd'hui bien implanté dans le milieu. Cette CDÉC emploie une vingtaine de travailleurs et travailleuses et gère un budget d'environ 1,2 million de dollars. Elle s'appuie sur deux bases pour son financement. D'une part, elle génère ses propres revenus en réalisant des services-conseils (contrats de recherche, études de marché) à travers le Québec. Elle est donc une entreprise d'économie sociale en soi. D'autre part, elle obtient du financement institutionnel. Au départ, ce type de financement était modeste mais à travers la reconnaissance, elle a réussi à développer des partenariats (ex. : DÉC, CLD, Emploi Québec) et à augmenter ses budgets. Grâce à ses activités, ÉCOF a créé plus d'une centaine d'emplois dans la région et a été l'instigateur de plusieurs projets qui se sont consolidés à travers des partenariats avec d'autres organisations.

### 3.2.2 L'engagement du mouvement communautaire dans l'action politique municipale

Dans la démarche de revitalisation de quartiers, les liens entre ÉCOF et la municipalité se sont accentués et renforcés. En même temps, la municipalité a vu ses mandats s'élargir vers des champs d'activités qui rejoignent de plus en plus ceux de la CDÉC comme le développement économique et des préoccupations d'ordre social comme la pauvreté. Toutefois, le DÉC demeure peu présent dans les actions entreprises par la municipalité de Trois-Rivières qui adopte plutôt une vision économique traditionnelle qui vise à attirer des entreprises de l'extérieur en offrant des avantages. Une politique de marchandage en quelque sorte qui ne mise pas sur la population locale. Suite à l'adoption d'un décret au Québec, l'obligation pour les villes fusionnées de se doter d'une politique de développement social donne alors l'occasion à la CDÉC et à ses partenaires de s'investir dans l'élaboration d'une politique de développement social pour Trois-Rivières. De fil en aiguille, une personne du milieu communautaire (la fondatrice et la directrice de l'organisme COMSEP) décide de se présenter comme candidate au poste de conseillère municipale afin de créer des liens plus étroits entre le développement économique communautaire et la politique municipale. Une campagne terrain s'est mise en branle avec une équipe électorale de 200 personnes pour un quartier de 6 000 habitants. Environ 150 personnes qui n'avaient jamais voté de leur vie – une autre réalité des quartiers populaires - se sont inscrites sur la liste électorale. Avec cette mobilisation, les élections ont été gagnées avec 76% des voies<sup>6</sup>.

Le mouvement s'est donc consolidé jusqu'au niveau politique. La vision du développement économique communautaire est désormais portée à l'intérieur même de la municipalité auprès des élus et des services de la ville de Trois-Rivières. Des alliances ont été développées avec d'autres conseillers et conseillères. Mentionnons, à cet effet, que l'une des principales difficultés dans la politique municipale est la vision d'égalitarisme qui prévaut au détriment de l'équité : il est faux de dire que tous les districts doivent avoir les mêmes choses car les besoins ne sont pas les mêmes partout. Mais cette mentalité prend du temps à changer.

En somme, la création de COMSEP, un projet d'éducation populaire ainsi qu'ÉCOF, une alternative dans le domaine de l'emploi et du développement économique, ont initié un important mouvement de développement économique communautaire à Trois-Rivières entraînant la prolifération d'initiatives nouvelles. Le mouvement s'est impliqué dans la revitalisation de quartiers et a imprégné le milieu de la politique municipale tout en apportant une contribution importante à la mise en place d'une politique de

---

<sup>6</sup> Cette démarche aurait pu compromettre la concertation. En effet, le maire s'est positionné contre la personne issue du communautaire pour diverses raisons. Il a appuyé un autre candidat qui se présentait et qui a dû en cours de route se désister, notamment suite au désaccord de la population. Par la suite, le maire s'est rallié à la cause.

développement social. Cette démarche s'avère déterminante dans l'amélioration du cadre et des conditions de vie de la population de Trois-Rivières.

### **3. Les Tables de luttes à la pauvreté à Saguenay<sup>7</sup>**

#### **3.1 L'expérience de Jonquière**

C'est en 1999, sous la responsabilité du CLD, que la table de lutte à la pauvreté s'est mise sur pied à Jonquière réunissant plusieurs acteurs : organismes communautaires, le secteur de la santé, le gouvernement, etc. Le secteur économique est toutefois peu impliqué.

La Table de lutte à la pauvreté vise la concertation afin d'échanger sur les connaissances, les manières de faire et développer des projets communs pour dépasser la question du chacun pour soi. Elle permet aux différents acteurs d'être informés sur ce qui se passe dans le milieu en liens avec la problématique de la pauvreté. C'est une initiative qui contribue également à un meilleur équilibre entre la réflexion et la pratique.

Suite à l'identification des priorités et des actions, deux comités sont créés: l'un sur l'emploi (formation, entrepreneuriat, commission scolaire) et l'autre sur les conditions de vie (transports, alimentation, etc.). La Table a initié diverses actions notamment en favorisant l'émergence de cuisines collectives et de jardins communautaires. Aujourd'hui, dix cuisines collectives et quatre jardins communautaires sont en place et leurs nombres ne cessent d'augmenter. Ces initiatives ne sont pas développées uniquement dans l'objectif de répondre aux besoins mais elles sont plutôt un prétexte pour travailler sur l'autonomisation des personnes. Des réflexions sont en cours pour globaliser ces approches qui misent sur l'empowerment mais dans le contexte où les ressources financières sont insuffisantes, il est difficile de dépasser le stade de l'aide directe.

De même, c'est une logique de gestion et d'évaluation des projets à court terme qui prévaut au sein des bailleurs de fonds. Des conditions dans lesquelles il est difficile d'identifier et de travailler sur des projets porteurs de développement.

---

<sup>7</sup> Compte rendu d'un exposé de Pierre-Julien Giasson, organisateur communautaire au Centre de santé de Jonquière et Lyne Gauthier, membre de la Table de concert-action sur la lutte à la pauvreté de Chicoutimi lors d'un Forum intitulé « La lutte locale à la pauvreté : définitions, défis et enjeux sur la pauvreté » organisé par Pierre André Tremblay de l'UQAC et Jean Richard du CSC du Grand Chicoutimi, qui a eu lieu dans le cadre de l'ACFAS en mai 2005 à Chicoutimi au Saguenay-Lac-Saint-Jean (Québec).

Outre le financement, l'un des principaux obstacles de la Table est la concertation entre les acteurs qui se manifeste d'abord par un faible taux de participation aux réunions et activités. Dans un contexte où les rencontres sont espacées dans le temps (deux fois annuellement), il est difficile d'arrimer la concertation et de mobiliser les membres sur des projets précis. En outre, certaines organisations cherchent d'abord à combler leurs intérêts avant celle des clientèles appauvries. Des intérêts qui sont très sectoriels calqués sur le modèle de développement au Québec qui est compartimenté, entraînant nécessairement des difficultés dans la concertation. Il existe également beaucoup de Tables dans la région qui mobilisent souvent les mêmes acteurs.

Après deux ans d'existence, la Table décide de remédier à ces difficultés en définissant d'abord clairement son rôle. Ensuite, elle réalise un portrait de la situation de la pauvreté sur le territoire, fait l'état des politiques publiques et réalise une enquête auprès des partenaires. Mais le financement constitue toujours un enjeu de taille et politiquement difficile à défendre pour des régions comme le Saguenay–Lac-Saint-Jean qui, en nombre absolu, ont moins de pauvres qu'à Montréal. Pourtant la pauvreté est bien réelle et perdure. Par exemple, à Jonquière, 70% de la clientèle prestataire de la sécurité du revenu y a recours depuis plus de 10 ans. Ce sont principalement des personnes seules et vieillissantes. Les activités doivent également s'arrimer à l'intérieur de programmes qui sont normés et souvent calqués sur le modèle de Montréal. Une forte contrainte pour des régions qui vivent des réalités différentes. Des outils et des leviers sont tout de même disponibles. À ce propos, la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Saguenay a le mandat de signer des ententes spécifiques en développement social et particulièrement dans le secteur de la pauvreté et de l'équité. Depuis deux ans, la Table poursuit une démarche avec la CRÉ pour l'obtention d'une entente spécifique en développement social qui la doterait d'un fonds annuel de 300 000 \$ pour appuyer des initiatives dans le milieu. Pour le moment, cette entente devient plutôt une attente. Dossier à suivre.

### **3.2 L'expérience de Chicoutimi<sup>8</sup>**

La Table de concert-action sur la lutte à la pauvreté de Chicoutimi regroupe une vingtaine de personnes du secteur communautaire mais également des fonctionnaires provinciaux et des intervenants en développement local et régional (CLD, CRÉ). Elle est née suite à une recherche universitaire sur la pauvreté à Chicoutimi et à Jonquière. Elle a privilégié le secteur Ouest de la ville de Chicoutimi marqué

---

<sup>8</sup> Pour en savoir plus sur l'expérience de Chicoutimi, voir la référence suivante : Tremblay, Pierre-André (2004). Le social local : un nouveau enjeu pour les villes. *Organisations et territoire*, Vol. 13, no. 2, p. 103 à 110.

par la pauvreté et préconise donc l'approche de quartier. Elle est animée par les organisateurs communautaires du CLSC et la Corporation de développement communautaire du ROC et fonctionne notamment avec des comités de travail. Les membres de la table se rencontrent à chaque mois en plus d'organiser des déjeuners-causeries qui permettent d'échanger sur les principales préoccupations. La Table organisa, en 2001, un Forum du secteur Ouest avec les différents intervenants dans le milieu et les citoyens préoccupés par la situation de la pauvreté dans le quartier. Cet événement a donné l'envol à plusieurs initiatives. Mentionnons notamment la création d'un comité Emploi qui a réussi à s'arrimer avec des entreprises du quartier et à mettre en place un fonds de lutte contre la pauvreté, notamment avec la collaboration de l'organisme *Accès travail femmes*. La table a également mis en place un comité de transport pour accroître l'accessibilité au transport en commun à tous. Ce comité est par la suite devenu autonome. À travers la collaboration de l'hôpital avec les cuisines collectives, des épiceries communautaires sont nées. Dans cette foulée, la concertation entre les différents organismes sur le territoire s'est améliorée.

La Table s'est tout de même heurtée à certaines difficultés dont les suivantes :

- Difficulté de maintenir la mobilisation des différents acteurs et surtout de recruter et de retenir les représentants de la fonction publique municipale et des milieux économiques.
- Dilemme entre l'approche sectorielle et l'approche territoriale. Comment développer une approche davantage multisectorielle et s'inscrire dans un développement social davantage intégré.
- Complexité d'évaluer la rentabilité sociale et l'autosuffisance selon les normes imposées par le CLD.
- Développer des moyens afin d'améliorer l'estime de soi des personnes défavorisées et les amener à une véritable autonomisation afin qu'ils puissent aider d'autres gens.

#### **4. Conclusion : Le DÉC, une approche pertinente et innovatrice mais faiblement institutionnalisée par Louis Favreau**

##### **4.1 Le DÉC une pratique innovatrice**

Il y a environ 3 500 CDÉC en Amérique du Nord (aux États-Unis, au Canada et au Québec). Le Québec n'est donc pas nécessairement original, du moins en ce qui a trait à l'existence des CDÉC. Mais, dans l'ensemble de ces organisations, il y a des formes contrastées, certaines étant relativement conservatrices et d'autres plus innovatrices. ÉCOF, la CDÉC de Trois-Rivières et celle de RÉSO à Montréal sont certainement parmi les plus innovatrices notamment dans leurs stratégies de développement qui se déploient et s'arriment autour de différents volets : l'éducation populaire, l'économie et l'emploi, la concertation, l'animation et la revitalisation de quartier, l'action politique communautaire et populaire, etc. Ces initiatives ont réussi à passer le cap de l'expérimentation en disposant notamment d'un financement public relativement récurrent, en opérant une mobilisation intersectorielle des acteurs et de la population exclue du développement relativement constante, en assurant une certaine pérennisation des projets pour dépasser le stade de la seule survie. L'approche se veut donc **intégrée et multiactivités** : à la fois **économique**, en suscitant des investissements dans l'économie locale et créant des emplois et **sociale**, en soutenant le développement de services collectifs de proximité branchés sur les besoins sociaux locaux. Voilà donc les principales lignes de force du DÉC et sur lesquelles s'appuient les CDÉC animées par des forces sociales locales mobilisées.

Cependant, chaque milieu est différent et n'est pas composé des mêmes ingrédients. En DÉC, il n'y a pas de solutions toutes définies à l'avance et les expériences relatées ne s'appliquent pas nécessairement partout. Ceci dit, il y a tout de même des fils conducteurs qui relient les expériences et qui permettent de tirer profit des connaissances accumulées et de les adapter aux réalités du milieu. L'une d'elle est certes la force que procure la solidarité entre les différents acteurs de la communauté. Le pouvoir d'action qui n'est pas toujours possible individuellement s'accroît dans des démarches collectives. Mais voilà, malgré les nombreuses retombées reconnues des CDÉC, elles sont encore peu présentes en région et ont de la difficulté à émerger malgré la volonté du milieu comme en témoigne l'expérience de Jonquière qui aimerait se doter d'un organisme dédié à la lutte à la pauvreté. À cet égard, la mise en place de Tables de lutte à la pauvreté est un pas dans la bonne direction mais pourra-t-elle passer à une autre étape sans s'essouffler?

## 4.2 Le DÉC hors Montréal, une stratégie qui a plafonné

À l'heure actuelle, la généralisation du DÉC à l'échelle du Québec demeure encore en bonne partie de l'ordre du projet. En région, c'est-à-dire en dehors de Montréal, l'expérience du DÉC a plafonné. Il se réduit à quatre expériences soit Québec, Trois-Rivières, Gatineau, Sherbrooke, lesquelles ont peu de moyens de s'exprimer et de se faire mieux financer comparativement à leurs consœurs montréalaises. En effet, seule l'expérience des CDÉC à Montréal s'est généralisée à l'échelle de tous ses arrondissements et s'est institutionnalisée en reprenant les mandats des CLD pour ses territoires. En région, elles n'ont pas réussi à obtenir ce mandat et certains CLD ont même la prétention de vouloir occuper ce terrain.

### **CLD et CDÉC : une confusion des rôles en région**

À cet égard l'arrivée des CLD, toute pertinente qu'elle soit, et l'acceptation des CDÉC montréalaises de prendre en charge les mandats des CLD pour la métropole, a suscité de l'intérêt mais a aussi créé de la confusion. D'abord, tout comme les CLSC, les CLD sont un **service de caractère public** qui a toute sa pertinence. Mais ils ne peuvent remplacer les CDÉC dans un milieu, pas plus que les CLSC ne peuvent remplacer les organisations communautaires comme têtes chercheuses à l'affût des nouveaux besoins et travaillant à la transformation de ces derniers **en projets collectifs**. Ensuite, si les CLD peuvent soutenir les projets d'entreprises (privées ou collectives) en les finançant et en leur fournissant un minimum d'accompagnement dans la phase finale d'élaboration, ils ne peuvent remplacer les CDÉC. Car ces dernières, par leurs agents de développement sur le terrain (des organisateurs communautaires de type nouveau), contribuent, elles, à **faire lever des projets**, notamment là où les conditions sont les plus difficiles, et ce, **du pré-démarrage jusqu'à la phase où les CLD peuvent les prendre**, c'est-à-dire lorsque leur faisabilité a été démontrée. Les CLD n'ont pas les moyens ni l'ambition de faire lever des projets. Ou s'ils en ont l'ambition, ils n'en ont pas les moyens.

### **CDÉC : UNE PRÉSENCE INSUFFISANCE À L'ÉCHELLE DE TOUT LE TERRITOIRE DU QUÉBEC**

Par ailleurs, ce travail local de CDÉC pose la question de passage du micro au macro. L'addition de dizaines de petits projets ne peuvent constituer à eux seuls un développement d'ensemble. D'autant que l'action trop strictement locale s'use souvent d'elle-même si elle ne débouche pas un jour sur d'autres perspectives. Il faut donc que l'action locale de DÉC identifie ses partenaires pour travailler avec eux dans un projet de portée plus générale: la municipalité, des organisations syndicales, les paroisses, des organisations professionnelles, des collèges et une université régionale, des institutions d'économie sociale comme Desjardins, des commerçants locaux... dans le cadre d'un projet à l'échelle du Québec.

La réussite du développement local de quartiers en crise dépend de certaines conditions: l'existence d'un dispositif transversal de type CDÉC, une approche intégrée (économique et social), des pôles de développement propres, une aide extérieure en provenance d'équipes de professionnels des services publics de proximité (CLSC, CLD, CLE), la mise à contribution de l'Église locale (la pastorale sociale)... Or en dehors de Montréal, le DÉC depuis 10 ans est demeuré une stratégie innovatrice localisée qui ne s'est pas généralisée. La stratégie d'un certain nombre de CLD combinée à celle du Chantier d'économie sociale dans le cadre du compromis de 1996<sup>9</sup> ont en bonne partie limité son développement de telle sorte que les pouvoirs publics de Québec et d'Ottawa n'ont pas été sollicités pour généraliser cette innovation en région<sup>10</sup>.

### **En guise de conclusion**

Les quelques CDÉC en région, pour ne pas être confiné à l'innovation isolée, ont choisi depuis quelques années la proximité dépendante des CDÉC de Montréal (elles ne se réunissent même plus entre elles comme elles l'ont déjà fait) et leur maintien à l'intérieur de la seule orbite du Chantier de l'économie sociale. L'autre choix possible est de se réunir sur la base de leurs intérêts communs et de leur expansion dans l'ensemble des régions du Québec par parrainage de nouvelles CDÉC là où des communautés le manifestent (comme au Saguenay dans les anciennes municipalités de Jonquière et de Chicoutimi ou dans la région de Valleyfield). Un peu à la manière des CDC qui avaient réussi, dans les années 90, à négocier avec Québec leur reconnaissance et leur expansion par parrainage. Ce qui suppose qu'elles se donnent les moyens d'une **représentation qui leur serait propre** auprès des pouvoirs publics (Union des municipalités du Québec, gouvernements centraux à Québec et à Ottawa...) et qu'elles misent de façon centrale sur **la revitalisation des quartiers**, stratégie beaucoup plus large que celle développée dans le corridor de la nouvelle économie sociale de type associatif portée par le Chantier.

---

<sup>9</sup> Le compromis de 1996 c'est-à-dire l'entente entre le gouvernement du Québec et le Chantier d'économie sociale suite au Sommet sur l'économie et l'emploi pour organiser l'économie sociale sur des bases sectorielles (habitation, insertion, aide à domicile...) et non pas sur la base des régions (Favreau, 2005)

<sup>10</sup> En 2005, j'ai été sollicité pour donner mon avis au Comité d'orientation stratégique de Développement économique Canada. Côté PME, leur stratégie était en phase avec ce qui se fait de mieux dans les pays de l'OCDE leur disais-je mais je leur disais aussi que leur document accusait beaucoup de retard en matière de «renforcement des collectivités» pour employer leur expression et qu'ils se devaient de soutenir autant de CDÉC que de SADC au Québec, soit une bonne cinquantaine. Or il n'y en a que 17 et la plupart sont à Montréal. Ma remarque fut leur surprise, la mienne ayant été que leurs discussions récentes entreprises avec le Chantier de l'économie sociale et d'autres partenaires, personne ne leur avait dit que des dizaines de collectivités au Québec ne disposaient pas d'organisations de type CDÉC. Seulement à Gatineau, à mon avis, il en faudrait quatre ou cinq en fonction des différents secteurs de la nouvelle Ville. La fusion des trois CDÉC participait d'une vision technocratique. Ce fut une erreur. Aujourd'hui en Outaouais urbain, le DÉC est plus faible que jamais dans son personnel, son financement, sa reconnaissance, sa couverture de l'ensemble du territoire urbain de Gatineau...Et la Ville de Gatineau se demande encore qui de la CDÉC ou du CLD elle doit privilégier.

**Pour en savoir plus sur les expériences présentées dans ce cahier :**

Site Internet de COMSEP : <http://www.comsep.qc.ca/>

Site Internet d'ÉCOF : <http://www.ecof.qc.ca/>

Site Internet de RESO : <http://www.resomtl.com/>

**Pour en savoir plus sur le développement économique communautaire :**

Observatoire en économie sociale et en développement régional de la CRDC :

<http://www.uqo.ca/observer/>

**Bibliographie**

Comeau, Y., L.Favreau, B. Lévesque et M.Mendell (2001), *Emploi, économie sociale, développement local: les nouvelles filières*, Presses de l'Université du Québec, Pratiques et politiques sociales et économiques, 336 p.

COMEAU, Yvan et Louis FAVREAU (1998). *Développement économique communautaire: une synthèse de l'expérience québécoise*. Chaire de recherche en développement communautaire, Série Conférence no 2, Université du Québec en Outaouais, 24 pages.

FAVREAU, L. (2005), *Les regroupements nationaux d'économie sociale au Québec : essai d'analyse politique*. Cahier de la CRDC, UQO, Gatineau, 35 pages

FAVREAU, Louis (2002). «Les stratégies de relance des collectivités locales par le développement économique communautaire». Dans *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de Louis FAVREAU, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 185 à 208.

FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE (1996), *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*. Presses de l'Université du Québec, Pratiques et politiques sociales et économiques, 256 p.

«La lutte à la pauvreté est pire en région que dans les grandes villes» [http://www.radio-canada.ca/regions/saguenay-lac/nouvelles/200505/13/004-lutte\\_pauvrete.shtml](http://www.radio-canada.ca/regions/saguenay-lac/nouvelles/200505/13/004-lutte_pauvrete.shtml)

Tremblay, P.A. (2003). «Qu'y a-t-il dans une communauté? L'exemple des groupes communautaires québécois », *Interventions économiques*, vol. 30.

Tremblay, P.A., D. Martel, M. Tremblay et M. Alonso (1998). *La pauvreté à Chicoutimi et à Jonquière : ce qu'on en dit, ce qu'on en fait*, rapport de recherche remis à Développement économique Canada, Emploi-Québec, Société de développement de Jonquière et Société de développement économique de Chicoutimi, Chicoutimi, Collectif de recherche sur les initiatives de développement économique et social, 87 p.

Tremblay, P.A., J. Rouffignat, M. Duplain et M. C. Clouston (2003). *Atlas des conditions de vie et de la sécurité alimentaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Analyse des interventions en sécurité alimentaire au Saguenay-lac-Saint-Jean : les acteurs au cœur du processus*. Phase I, 1 Cd-Rom (96 cartes), rapport de recherche remis à la Direction de la santé publique, RRSSS-02, Chicoutimi, Collectif IDÉES-UQAC.

Tremblay, P.A., M. Alonso, M. Duplain et M. Pilote (2000). *Bilan de la Table de lutte à la pauvreté de Chicoutimi*, rapport de recherche remis à Emploi-Québec, Chicoutimi, Collectif Idées-UQAC, 91 p.

Tremblay, Pierre-André (2004). «Le social local : un nouveau enjeu pour les villes». *Organisations et territoire*, Vol. 13, no. 2, p. 103 à 110.